

L'INFOLETTRE DE PNC-France

Août 2022

L'Edito du Président Bernard Accoyer

La France a besoin d'une gouvernance forte, rapide, pragmatique

Les Français ont réélu le Président de la République, Emmanuel Macron. Ils ont élu une Assemblée nationale d'une composition politique originale mais qui dispose néanmoins d'un pouvoir sur les textes législatifs et les textes réglementaires qui en découlent.

Concernant le climat et l'énergie, les dispositions législatives et réglementaires en vigueur depuis les deux dernières législatures ont placé notre système électrique en situation extrêmement critique quant à sa capacité à répondre à tout moment à la demande. L'insuffisante capacité de production a contribué à l'explosion du prix de l'électricité. Le Président de la République, dans son discours de février à Belfort, la première ministre et plusieurs ministres membres du nouveau gouvernement ont clairement fait part de la volonté de réorienter la politique énergétique, en particulier sur le nucléaire.

Après un désinvestissement dicté par des motivations purement politiciennes pendant ces dix dernières années, ce changement, tardif mais encore insuffisant, est évidemment positif. Il faudra encore l'imposer à une Commission Européenne guidée par les choix énergétiques dogmatiques de l'Allemagne, choix qui sont d'autant plus catastrophiques que la dépendance au gaz russe a (et aura) des conséquences majeures sur l'économie allemande mais aussi européenne.

La mise en œuvre effective d'une politique énergétique et climatique pertinente est maintenant d'une urgence extrême. Elle devra se faire sur des prévisions de besoins en électricité réalistes, conformes à l'ambition de décarboner tous les secteurs de notre économie. Elle doit porter prioritairement à court comme à long terme sur notre programme de construction de capacités de production d'électricité pilotables, nucléaires et hydrauliques en priorité bien sûr, mais aussi sur la réforme d'un marché de l'électricité devenu fou, provoquant des dommages économiques et sociaux considérables.

PNC-France a rappelé par courrier aux députés nouvellement élus les dossiers demandant les décisions les plus urgentes. Un effort tout particulier est engagé pour présenter de façon personnalisée à l'exécutif, aux parlementaires et aux institutions compétentes, les analyses et propositions de nos experts. Les échanges récents augurent d'évolutions allant dans le bon sens. D'autres contacts sont restés plus distants, sans doute bridés par des pressions politiques, ce qui est regrettable compte tenu des responsabilités passées et à venir de leurs instances dirigeantes. Nous voulons croire que ce n'est pas un parti pris et que le dialogue finira par s'ouvrir avant qu'il ne soit trop tard.

Espérons que les nominations à venir, à la tête d'Autorités, d'Institutions ou de Services compétents dans les domaines du climat et de l'énergie, seront à la hauteur des enjeux et auront été choisies par l'exécutif pour leurs compétences scientifiques et leur expérience pratique plutôt que guidé par la nécessité de « recycler » des personnalités ayant de près ou de loin accompagné le naufrage énergétique que nous connaissons actuellement ! Celles-ci devraient réaliser maintenant qu'ils risquent de payer très cher leurs erreurs passées.

Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage.

PNC-France n'est pas resté inactif ces derniers mois, loin de là ! De nombreux contacts à hauts niveaux ont eu lieu et ont permis de poser les bonnes questions : PNC-France, s'est ainsi employé à remettre sur des rails solides la stratégie énergétique de notre pays. Beaucoup reste à faire et PNC-France serait heureuse de voir encore plus d'experts et de professionnels nous rejoindre pour s'impliquer dans nos réflexions.

Les présidentielles et les élections législatives ont été l'occasion d'interpeller les candidats :



Le **questionnaire aux candidats à la présidentielle** a confirmé qu'il subsiste une frontière nette entre la foi du charbonnier de ceux qui veulent sortir du nucléaire, dans des délais souvent totalement irresponsables, et ceux qui ont compris l'importance de disposer d'une électricité décarbonée, fiable, en un mot pilotable.

PNC a également questionné, avec des résultats très semblables, les différents partis dans le cadre des législatives.

Comme de très **nombreux nouveaux élus ne maîtrisent pas la question énergétique** et climatique, nous leur avons envoyé un texte présentant les points de vue de PNC.

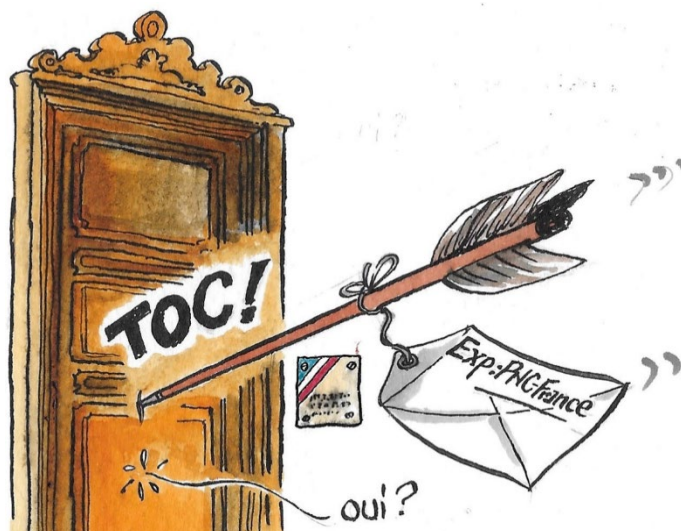
Par ailleurs, PNC a poursuivi son activité de fond consistant à **interpeler l'exécutif**. Ces actions ont été globalement positives. Nous avons pu ainsi rencontrer, souvent en

présentiel, plusieurs ministères et leurs conseillers, aussi bien dans l'ancienne que la nouvelle législature. S'il est difficile d'évaluer à chaud les résultats de ces rencontres, nous pensons que la présentation de nos points de vue argumentés ont vraisemblablement exercé une influence sur les déclarations récentes sur le nucléaire (voir le discours de Belfort et les récentes déclarations ministérielles).

La **publication du livre de Bernard Accoyer « Une affaire d'état : La tentative de sabotage du nucléaire français »** a sans nul doute mis, indirectement, PNC-France sous les feux des projecteurs. Plusieurs membres du bureau ont ainsi été invités par les médias, pour des interviews ou pour participer à des débats ou à des colloques.

Indubitablement **PNC-France gagne en notoriété** ! Nous avons ainsi pu établir des contacts avec des autorités indépendantes comme l'ASN et la CRE, des entreprises comme RTE, ou une assemblée comme le CESE (*Le Conseil Économique Social et Environnemental est la troisième assemblée constitutionnelle de la République*). Les échanges qui en ont résulté ont été ouverts et parfois vifs ; ils nous ont permis de mieux appréhender les difficultés rencontrées par les décideurs dans un contexte politique en évolution, face à une Europe dominée par une idéologie « verte ».

PNC maintient la pression sur les politiques



Face aux errements de la politique énergétique du pays PNC-France réagit en écrivant régulièrement aux décideurs politiques pour les informer et les alerter, pour leur confirmer l'urgence des décisions à prendre, non seulement pour la préservation du climat mais également pour sauver notre modèle social.

- Le 7 juin 2022, PNC-France a envoyé sa [9^{ème} lettre au Président de la République](#) pour que la France conteste énergétiquement la volte-face de l'Allemagne sur l'Acte Délégué, à l'encontre de toute objectivité scientifique

et climatique, et rappelle la réalité du traité Euratom qui permet à chaque état de décider librement de la composition de son mix électrique. L'Allemagne tente par ailleurs d'imposer, avec le concours de la Commission européenne, une règle visant à réserver le qualificatif "vert" à l'hydrogène fourni par des parc électriques renouvelables, à l'exclusion de toute autre forme de production d'énergie électrique. Une telle disposition, sans fondement technique, serait gravement pénalisante pour la France et est manifestement destinée à servir les intérêts allemands. Ces deux points témoignent de l'hostilité de l'Allemagne et de quelques États Membres à l'égard de leurs "partenaires" européens qui défendent les atouts de l'énergie nucléaire. Il reste à espérer que ces courriers seront suivis d'effet...

- Le 7 juin 2022, [un courrier a été envoyé à Mme la Première Ministre](#): PNC-France insiste sur la nécessité de réviser la LETCV au plus tôt (en phase avec l'électrification massive des usages), de lancer le chantier CIGEO (dont tous les obstacles ont été levés), de raccourcir les délais administratifs pour la construction de nouvelles tranches électronucléaires sur des sites déjà instruits, de faire en sorte que la fermeture du cycle soit garantie sur le long terme (relance de la R&D GEN4, décision vis-à-vis de la piscine de la Hague, etc..), et enfin, remettre à plat le marché de l'électricité (qui pénalise EDF et la France).
- [Un courrier identique à été envoyé aux députés](#) le 11 juillet 2022.
- Le 1^{er} août Bernard Accoyer a signé [une tribune dans le Point](#) : « La France n'aurait jamais dû subir une telle crise énergétique » dans laquelle il met l'exécutif devant ses responsabilités tout en l'exhortant à choisir des personnalités techniquement compétentes à la tête des organisations en charge de la stratégie énergétique du pays telles que la CRE, RTE ou l'ADEME, ce qui n'a malheureusement pas été le cas lors des mandatures précédentes.

Après avoir fait le forcing pour que l'Europe suive l'exemple de son « Energiewende », tel le joueur de flûte de Hamelin, notamment en appelant à voter contre l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie....



... l'Allemagne en appelle maintenant à la solidarité européenne pour pallier la rupture de son approvisionnement en gaz russe, maillon crucial de son « Energiewende ». En plus elle n'hésite pas à redémarrer ses centrales à charbon tout en prônant le « fit for 55 » européen, sans nucléaire.



PNC-France reste vigilant face aux infox :

Grâce au travail de Jean-Pierre Robin, en charge de collecter les plaintes des lecteurs, auditeurs et téléspectateurs, puis de contacter les médiateurs des organismes contestés, nous vous présentons ci-dessous deux situations assez dissemblables concernant *ARTE* et le *Dauphiné Libéré*.

Le courrier envoyé par PNC-France au Président d'Arte-France, Bruno Patino à la suite de l'émission de la chaîne **ARTE** diffusée le 29 mars 2022, « *Nucléaire : une solution pour la Planète ?* », un documentaire de pure propagande au service de groupes antinucléaires militants, est resté sans réponse. Nous avons poursuivi notre action en constituant un dossier pour le CDJM (Comité de Déontologie Journalistique et de Médiation).

Fin mai 2022 la chaîne Arte a récidivé avec une série d'émissions intitulées « *L'Europe un continent bouleversé* » dont le deuxième volet « *Le compte à rebours* » traite le sujet de l'énergie. Ce volet était totalement déséquilibré car il faisait un éloge disproportionné des énergies éoliennes et solaires, vantant la politique allemande, alors que le nucléaire était traité en 3 min sur les 53 min de l'émission, uniquement à charge. A nouveau nous avons réagi dès le 14 juin, en adressant nos courriers à plusieurs ministres, pour tenir compte du statut particulier d'Arte, chaîne franco-allemande, qui ne relève pas des obligations du CSA (devenu Arcom)*. Madame la ministre des Affaires Etrangères, Catherine Colonna nous a répondu le 11 juillet ; elle comprend notre sensibilité sur le sujet et cite deux clauses du "contrat de formation d'ARTE" qui tombent sous le coup des critiques que nous avons formulées envers la chaîne mais dans le même temps la Ministre nous indique que ces mêmes statuts lui interdisent d'intervenir directement. A suivre donc. Nous sommes au début d'une discussion qui sera longue et difficile, car cette chaîne est totalement inféodée aux intérêts allemands, et ne se considère liée par aucune obligation.

Dans un autre registre, un dossier relatif à la sûreté nucléaire des installations de la région Rhône-Alpes a été publié le 25 juin 2022 par le *Dauphiné Libéré*, sur la base de la synthèse annuelle de l'ASN. Le dossier est bien constitué et est fidèle au dossier de l'ASN, qui lui-même est totalement objectif. Nous avons envoyé un courrier au Dauphiné Libéré pour les féliciter de la qualité de ce dossier. Toutefois, dans ce dossier, une place a été offerte à Bruno Chareyron, Directeur de la CRIIRAD pour rédiger un encart censé apporter une position divergente, ce qu'il n'a pas manqué de faire, tout en sortant largement de son domaine de compétence. Nous avons critiqué cet élément du dossier, en contestant la compétence de M. Chareyron. Le Dauphiné Libéré nous a répondu de manière courtoise, en se justifiant par la nécessité de représenter des opinions diverses, mais aussi en retenant la possibilité de consulter des experts de PNC-France. Cet échange, inhabituellement courtois, est remarquable car il est rare que nous obtenions des réponses.

Toutefois cet exemple du Dauphiné Libéré met en exergue la difficulté pour un média voulant diversifier ses sources de faire appel à de vrais spécialistes : le cas cité ci-dessus est exemplaire car comme le Directeur de la CRIIRAD, de nombreux anti-nucléaires sont membres d'instances officielles qui se targuent ainsi d'impartialité tout en donnant une crédibilité à des personnes qui ne le méritent pas forcément. Dans ces conditions, il est difficile pour les médias de distinguer les compétences réelles et fictives de ces personnes. Une action devrait-elle être engagée pour contrebalancer cet état de fait ?

Dans tous les cas, la vigilance est de mise. Nous comptons sur chacun de vous !

* Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) est devenu L'Arcom, Autorité publique française de régulation de la communication audiovisuelle et numérique.

PNC dans les médias

Régulièrement PNC-France se fait connaître par des [tribunes publiées dans des journaux de référence](#)

Les interventions des membres de notre Bureau ne se limitent pas à la presse écrite : de plus en plus souvent, notoriété en hausse oblige, PNC est invité dans les médias audiovisuels ou dans des colloques.

Par exemple, la [participation de Bernard Accoyer à la Conférence SFEN Provence-GRECO](#) le 5 juillet dernier : "Les enjeux de l'énergie face au changement climatique" avec Bernard ACCOYER et Jacques ROGER-MACHART, au Centre de congrès d'Aix-en-Provence

Ou [l'intervention de Michel Simon à France 3](#) en avril dernier « On décode : La filière nucléaire en région AURA » disponible sur le site [PNC-France](#)



Adhésion

Le 25 mai dernier, le Conseil régional de la Région Auvergne Rhône -Alpes réuni en commission permanente, a approuvé son adhésion à l'association de défense du Patrimoine Nucléaire et du Climat. Cette adhésion vient renouveler le soutien qu'apporte la Région à la filière nucléaire française qui constitue tant un pilier du patrimoine industriel et scientifique de notre pays qu'un élément indispensable, avec les ressources et emplois qu'elle procure, pour faire face aux enjeux énergétiques, économiques et environnementaux de notre époque. Communiqué de presse : [« La Région Auvergne-Rhône Alpes s'engage pour la défense de la filière nucléaire »](#)

